

Question d'Europe

n°426

20 mars 2017

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) du Premier ministre sortant Mark Rutte arrive largement en tête des élections législatives aux Pays-Bas

Corinne Deloy Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), parti libéral dirigé par le Premier ministre sortant Mark Rutte, est arrivé largement en tête des élections législatives le 15 mars aux Pays-Bas. Le VVD a recueilli 21,3% des suffrages et remporté 33 des 150 sièges dans la Deuxième chambre des Etats généraux (*Tweede Kamer der Staten-Generaal*), soit -8 par rapport aux précédentes élections législatives du 12 septembre 2012.

En dépit de la victoire du parti du chef de gouvernement, la coalition gouvernementale sortante a subi un revers, notamment en raison de l'effondrement des sociaux-démocrates du Parti du travail (PvdA), conduits par Lodewijk Asscher, qui ont obtenu 5,70% des voix et 9 élus (- 29). « Une perte dramatique » a souligné ce dernier.

La lente agonie de la social-démocratie est une tendance lourde dans toute l'Europe.

Le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders a fait moins bien que ce qu'il pouvait espérer et n'a pas réussi de percée spectaculaire même si son dirigeant a présenté le résultat obtenu par son parti (13,1% des suffrages et 20 députés, + 5) comme une victoire. « Le Parti de la liberté n'est pas une force révolutionnaire version Trump. Même si son résultat n'est pas minime, les gens sont globalement restés du côté des hommes politiques raisonnables » a indiqué Geerten Waling, chercheur en histoire politique à l'université de Leiden. « La vraie victoire de Geert Wilders, c'est que d'autres partis se sont inspirés de son discours » analyse Stefan de Vries, correspondant en France de la chaîne RTL4.

L'autre leçon de ce scrutin législatif réside dans la progression réalisée par les partis pro-européens : l'Appel chrétien-démocrate (CDA), parti de centre-

droit dirigé par Sybrand van Haersma Buma, a recueilli 12,5% des suffrages et 19 sièges (+ 6) ; Démocrates 66 (D66), conduits par Alexander Pechtold, ont obtenu 12% des voix et 19 élus (+ 7) et enfin la Gauche verte (GL), parti emmené par Jesse Klaver, considéré comme le Justin Trudeau des Pays-Bas qui est devenue la première force de la gauche de gouvernement et est bien positionnée pour la formation du futur gouvernement. Les écologistes ont recueilli 8,9% des suffrages et obtenu 14 députés (+ 10).

Au total, 13 partis politiques seront représentés dans le prochain parlement, soit +2 par rapport à la précédente législature. « Les Pays-Bas ont une tradition de partis nombreux et très diversifiés : religieux, laïques, chrétiens, protestants, gauche, droite. Mais ce qui a changé ces deux dernières décennies, c'est que les partis dominants ont perdu beaucoup d'influence et sont désormais des mouvements de second plan. Le paysage politique est beaucoup plus fragmenté » analyse Eddy Habben Jansen, directeur de Prodemos, organisation néerlandaise à but non lucratif d'information des citoyens sur la démocratie.

Le Parti socialiste (SP), emmené par Emile Roemer, a obtenu 9,2% des voix et 14 députés (- 1). L'Union chrétienne (CU), dirigée par Gert-Jan Segers, a recueilli 3,4% des suffrages et 5 sièges (=) ; le Parti des

Élections législatives aux Pays-Bas 15 mars 2017

(PvdD), conduit par Marianne Thieme, 3,1% des voix et 5 élus (+ 3) ; 50PLUS, parti créé pour défendre les intérêts des retraités et emmené par Henk Krol, 3,1% des suffrages et 4 sièges (+ 2) ; le Parti politique réformé (SGP), dirigé par Kees van der Staaij, 2,1% des voix et 3 élus (=). Enfin, deux nouveaux partis font leur entrée dans la Tweede Kamer : Denk, parti fondé en 2015 par deux anciens députés travaillistes Tunahan Kuzu et Selçuk Öztürk, qui défend les droits

des minorités, a obtenu 2% des voix et 3 députés, et le Forum pour la démocratie (FvD) de l'euroscéptique Thierry Baudet, a recueilli 1,8% des suffrages et 2 sièges.

Huit Néerlandais sur dix se sont rendus aux urnes. Le taux de participation s'est élevé à 80,4%, soit +5,8 points par rapport aux précédentes élections législatives du 12 septembre 2012.

Résultats des élections législatives du 15 mars 2017 aux Pays-Bas

Participation : 80,40%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)	21,30	33
Parti de la liberté (PVV)	13,10	20
Appel chrétien-démocrate (CDA)	12,50	19
Démocrates 66 (D66)	12	19
Parti socialiste (SP)	9,20	14
Gauche verte (GL)	8,90	14
Parti du travail (PvdA)	5,70	9
Union chrétienne (CU)	3,40	5
Parti des animaux (PvdD)	3,10	5
50PLUS	3,10	4
Parti politique réformé (SGP)	2,10	3
Denk	2	3
Forum pour la démocratie (FvD)	1,80	2
Autres	1,80	0

Source : <https://lfverkiezingen.appspot.com/nos/widget/main.html>

« Notre message aux Pays-Bas, les conversations que nous avons eues avec les électeurs sur le fait que nous tiendrons le cap les années à venir pour que ce pays reste stable, sûr et prospère, ce message a été entendu. Le pays nous a donné ce résultat et nous lui en sommes particulièrement reconnaissants. Mais c'est aussi une soirée pour toute l'Europe, j'ai parlé avec toute une série d'homologues européens. C'est aussi une soirée où les Pays-Bas, après le Brexit, après les élections américaines, ont mis le holà au populisme de mauvais aloi. Maintenant, l'important est surtout que dans les prochaines semaines, nous nous rassemblions pour réussir à former un gouvernement stable de façon à pouvoir diriger ce pays de manière raisonnable dans les quatre ans à venir. Je

ferai tout pour cela » a déclaré Mark Rutte.

Au cours des derniers jours de la campagne électorale, le Premier ministre sortant s'était positionné comme le défenseur de son pays et de ses valeurs en interdisant au ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, l'accès au territoire néerlandais. Celui-ci souhaitait participer aux Pays-Bas à un rassemblement de soutien au président turc Recep Tayyip Erdogan quelques semaines avant le référendum que ce dernier organise en Turquie le 16 avril. Par ailleurs, une autre ministre turque, entrée dans le pays en provenance d'Allemagne, a été reconduite à la frontière. Ces actions ont indéniablement bénéficié au VVD.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker (Parti populaire européen, PPE), a félicité Mark Rutte pour sa nette victoire : « *un vote pour l'Europe, un vote contre les extrémistes* » a tweeté son porte-parole, Margaritis Schinas.

Mark Rutte devrait vraisemblablement être désigné pour un troisième mandat à la tête du gouvernement. Le ralliement d'au moins trois autres partis politiques devrait lui être nécessaire pour obtenir une majorité au Parlement (76 sur 150). Les négociations pourraient donc être longues et prendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

La présidente de la Deuxième Chambre, Khadija Arib (PvdA), va désormais réunir les responsables des différents partis et nommer un « explorateur », qui est traditionnellement un représentant du parti le plus important, qui examinera quelle coalition aura les plus grandes chances de réussite. Sur son conseil, les nouveaux députés nommeront les « informateurs », c'est-à-dire des membres des partis en question, qui ensemble rédigeront un projet d'accord gouvernemental et proposeront un « formateur de gouvernement » à la Deuxième Chambre. Généralement, cette personne devient le Premier ministre du nouveau gouvernement.

L'Appel chrétien-démocrate et les Démocrates 66 constituent des partenaires naturels pour les libéraux du VVD mais un autre parti sera sans doute nécessaire pour obtenir la majorité absolue dans la Deuxième Chambre fixée à 76 sièges. Celle-ci pourrait être l'Union chrétienne, ou le Parti politique réformé ou la Gauche verte.

« *Si cela est possible, j'aimerais co-gouverner, mais si cela ne marche pas, nous soutiendrons le gouvernement lorsque*

cela sera nécessaire, sur les questions qui nous sont chères » a déclaré Geert Wilders, qui a indiqué qu'il ferait preuve d'une « *opposition féroce* » s'il n'entrait pas au gouvernement.

Rappelons que l'ensemble des partis néerlandais ont exclu toute collaboration avec lui.

« *Nous avons vu ces derniers temps dans la campagne, que beaucoup de partis ont essayé d'adopter certaines de nos positions même s'ils ne vont pas les mettre en œuvre* » a souligné Geert Wilders. « *Je crois que notre influence est devenue importante, peut-être plus importante que lorsque nous étions au pouvoir comme partenaire silencieux de la coalition gouvernementale. Mais encore une fois, M. Rutte ne s'est pas débarrassé de moi et avec encore davantage de gens, nous allons mener une opposition musclée contre le gouvernement et compliquer chacune de ses journées* » a-t-il ajouté.

Agé de 50 ans, Mark Rutte est diplômé d'histoire. Il a commencé sa carrière professionnelle chez Unilever où il s'est occupé des ressources humaines avant de devenir, en 2002, secrétaire d'Etat à l'Emploi et à la Sécurité sociale dans le gouvernement dirigé par Jan Peter Balkenende (CDA). En 2004, il est nommé secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle et à l'Enseignement supérieur. En 2006, il prend la tête du VVD qu'il conduit, le 9 juin 2010, à la victoire aux élections législatives. Quatre mois plus tard, Mark Rutte est le premier chef de gouvernement libéral des Pays-Bas depuis 1913. Il est reconduit à ce poste à l'issue des élections législatives du 12 septembre 2012. La coalition gouvernementale qu'il forme alors avec le Parti du travail est la première depuis 2002 à avoir servi durant toute la durée de la législature.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.